



Aperçu du secteur Rapport sur le T2 2021

Credit unions et caisses populaires de l'Ontario

25 Sheppard Avenue West
Suite 100
Toronto, ON
M2N 6S6

25, avenue Sheppard Ouest
Bureau 100
Toronto (Ontario)
M2N 6S6

Téléphone : 416 250 7250
Toll free: 1 800 668 0128

Téléphone : 416 250 7250
Sans frais : 1 800 668-0128

Remarques

Nous publions un aperçu du secteur tous les trimestres pour communiquer nos analyses et commentaires au sujet de l'économie et des derniers résultats financiers déposés par les credit unions et les caisses populaires du secteur de l'Ontario.

Dans le présent document, à moins d'indication contraire, le terme « credit union » renvoie à la fois aux credit unions et aux caisses populaires.

Avis de non-responsabilité

L'information qui figure dans ce rapport provient de documents financiers non vérifiés déposés par les credit unions en date du 2 juillet 2021, et nous ne pouvons donc pas garantir l'exactitude et l'exhaustivité de cette information. Les résultats tirés des états des revenus sont les renseignements depuis le début de l'année qui ont été annualisés pour chaque credit union.

Diffusion électronique

L'aperçu du secteur est offert en format PDF (que vous pouvez lire avec le logiciel Adobe Acrobat Reader) et vous pouvez le télécharger à la section Publications de la page Credit unions et caisses populaires du site Web de l'ARSF à www.fsrao.ca.

Pour nous joindre

<https://www.fsrao.ca/fr/nous-joindre>

This document is also available in English.

Table des matières

1. Faits saillants financiers	4
A. État des revenus	
B. Bilan	
C. Ratios de capital	
D. Principaux ratios et mesures	
2. Principales tendances financières du secteur.....	5
A. Tableau 1 : Certaines tendances de croissance	
B. Tableau 2 : Certaines tendances de rendement	
C. Tableau 3 : Coefficient de rendement et rendement de l'actif	
D. Tableau 4 : Croissance des prêts	
E. Tableau 5 : Prêts en souffrance : plus de 30 jours	
F. Tableau 6 : Rendement des prêts	
G. Tableau 7 : Croissance des dépôts	
H. Tableau 8 : Liquidités, emprunts totaux et titrisations	
3. Observations de l'ARSF pour le T2 2021.....	9
4. Aperçu économique.....	10
5. Marchés immobiliers et regroupement au sein du secteur	12
6. Rentabilité et capital.....	12
7. Liquidités et coefficient de rendement.....	14
8. Qualité et croissance du crédit	16
9. États des revenus du secteur	18
10. Bilans du secteur.....	19

Faits saillants financiers

Faits saillants financiers	Secteur de l'Ontario		
	2T-2021*	1T-2021	2T-2020
État des revenus (% de l'actif moyen)			
Revenu net d'intérêt	1.90 ³	1.94	1.58
Frais relatifs aux prêts	-0.01 ¹	0.03	0.23
Autres revenus	0.43 ¹	0.41	0.44
Frais autres que d'intérêt	1.57 ³	1.56	1.62
Impôts	0.13 ³	0.12	0.02
Bénéfice net	0.65 ²	0.65	0.15
Bilan (en milliards de dollars; à la fin du trimestre)			
Actifs	80.7 ¹	79.1	76.1
Prêts	67.8 ¹	64.9	63.4
Dépôts	64.4 ¹	62.9	59.9
Avoir des sociétaires et capital	5.54 ¹	5.39	5.04
Ratios de capital (%)			
Levier	6.92 ¹	6.89	6.67
Pondéré en fonction des risques	13.64 ³	13.83	13.77
Mesures clés et ratios (% sauf dans les cas précisés)			
Rendement du capital réglementaire	9.48 ¹	9.46	2.22
Ratio de liquidité	14.9 ³	16.7	15.3
Coefficient de rendement (avant dividendes et remises d'intérêt)	65.5 ¹	65.9	88.0
Coefficient de rendement	66.9 ¹	67.3	90.5
Prêts hypothécaires en souffrance > 30 jours	0.24 ¹	0.33	0.33
Prêts commerciaux en souffrance > 30 jours	1.07 ¹	1.21	1.36
Total des prêts en souffrance > 30 jours	0.51 ¹	0.61	0.67
Total des prêts en souffrance > 90 jours	0.33 ¹	0.37	0.38
Croissance de l'actif (depuis le dernier trimestre)	2.05 ¹	0.62	5.74
Croissance des prêts (depuis le dernier trimestre)	4.53 ¹	1.07	1.63
Croissance des dépôts (depuis le dernier trimestre)	2.33 ¹	1.16	5.56
Credit unions (nombre)	61 ¹	62	66
Nombre de sociétaires (milliers)	1,732 ¹	1,730	1,750
Actif moyen (en millions de dollars, par credit union)	1,302 ¹	1,276	1,154
* Tendances par rapport au trimestre précédent	Amélioration ¹	Neutralité ²	Dégradation ³

Tendances financières clés du secteur

Tableau 1 - certaines tendances de croissance

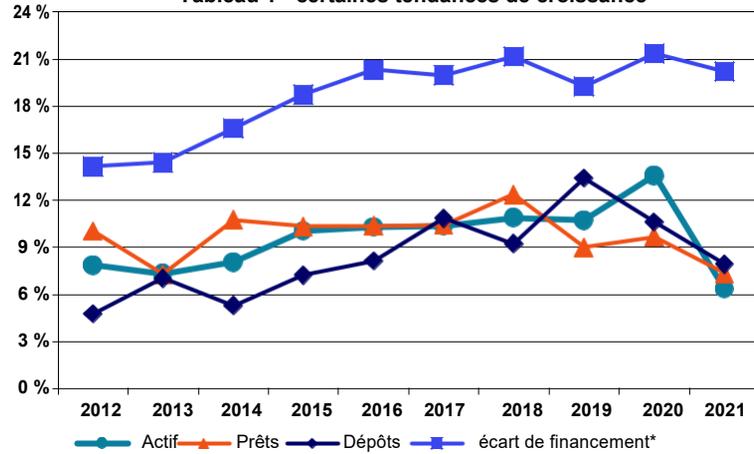


Tableau 2 - certaines tendances au chapitre du rendement

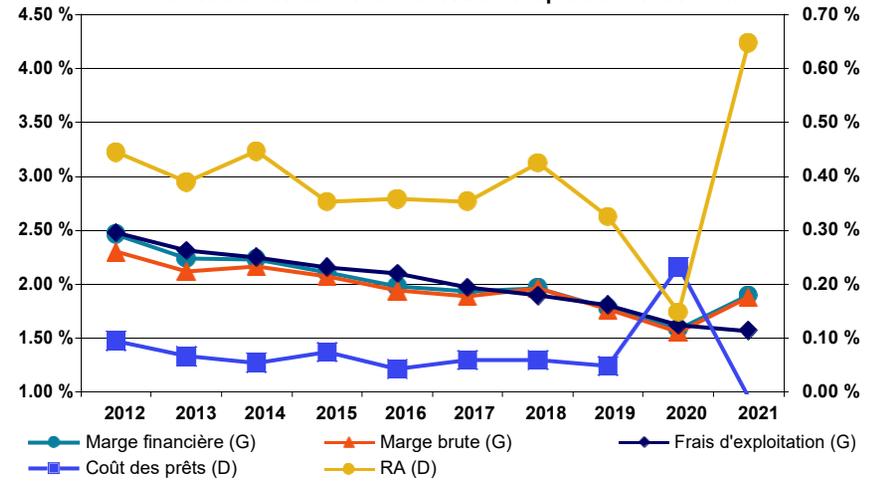


Tableau 3 - coefficient de rendement et rendement de l'actif

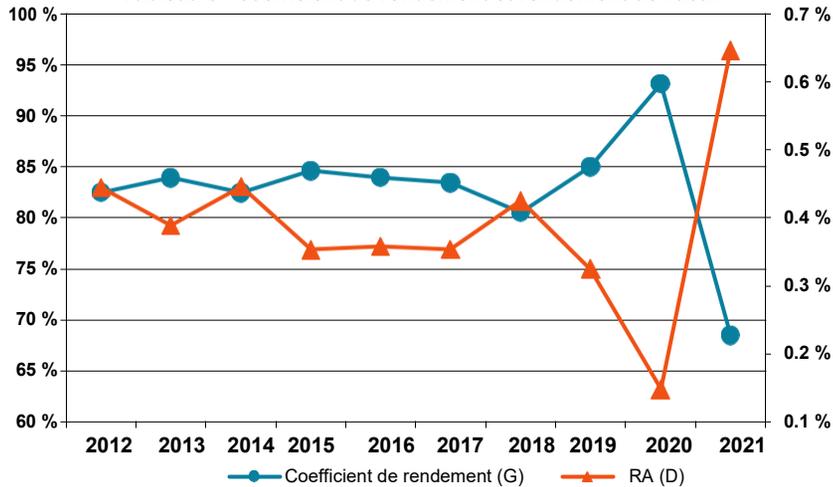
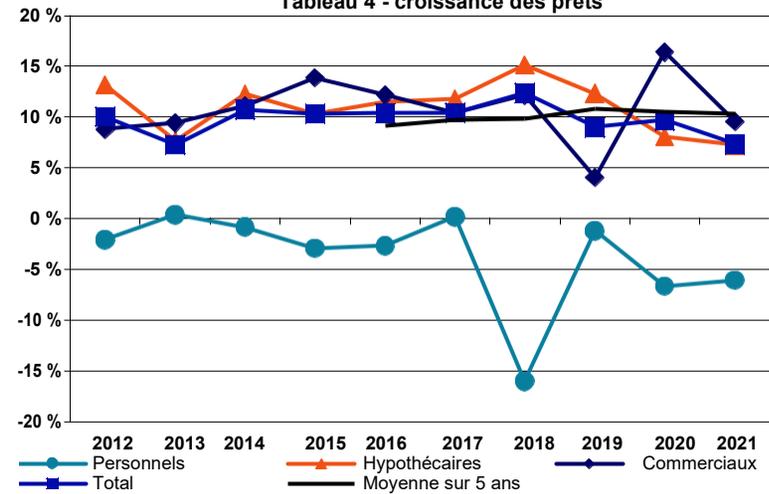


Tableau 4 - croissance des prêts



Tendances financières clés du secteur (suite)

Tableau 5 - prêts en souffrance - plus que 30 jours

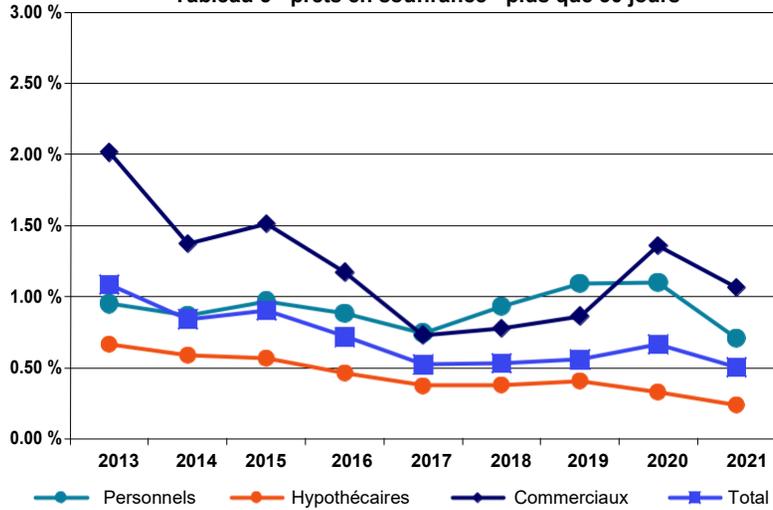


Tableau 6 - rendement des prêts

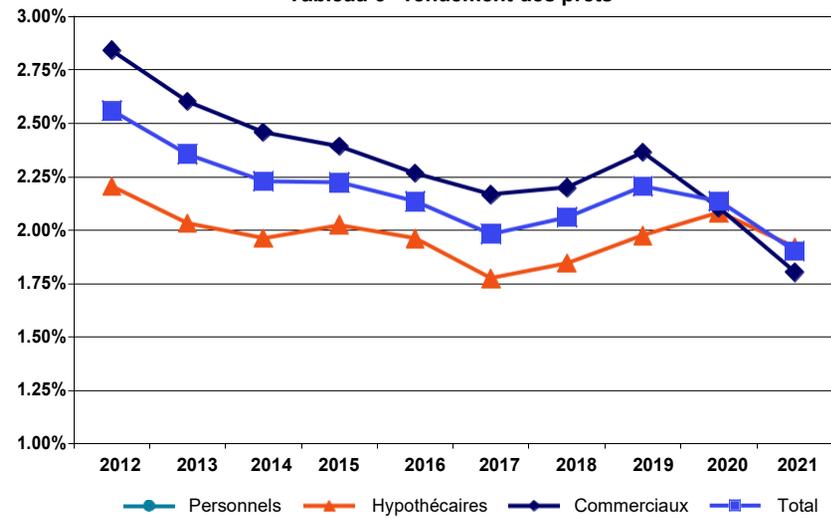


Tableau 7 - croissance annuelle des dépôts

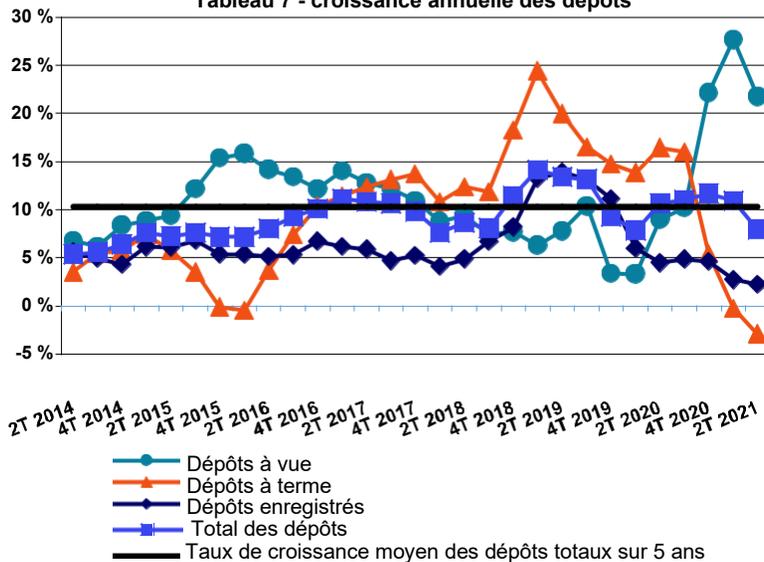
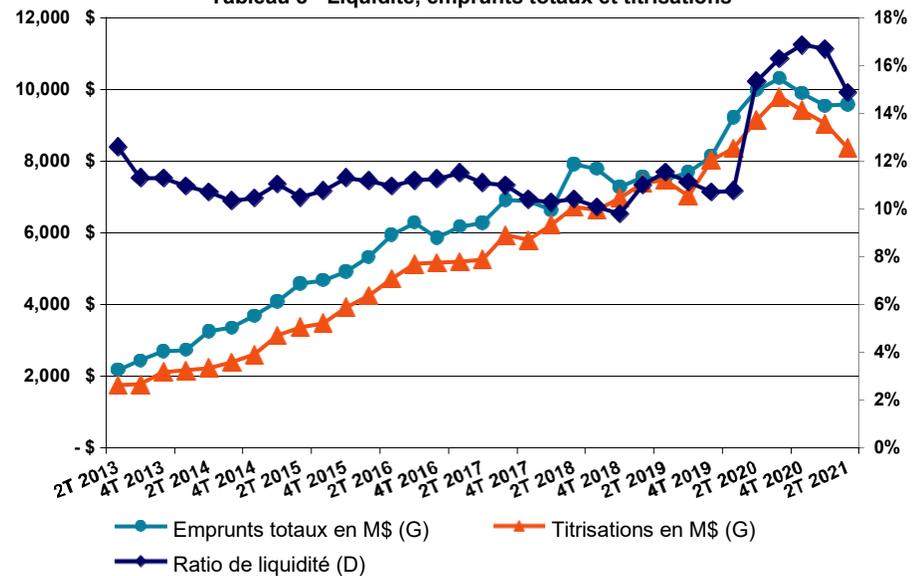


Tableau 8 - Liquidité, emprunts totaux et titrisations



Observations de l'ARSF pour le T2 2021

- Le 1^{er} janvier 2021, Central 1 a transféré les dépôts de la réserve de liquidité obligatoire (RLO) dans une structure de placement distincte, ce qui représente un changement important dans la gestion des liquidités pour la plupart des credit unions de l'Ontario. Cela a engendré la modification (toujours en cours) de certaines méthodes de calcul et de certains gains ponctuels (qui ne sont pas identifiés de manière distincte) pour les revenus de placement du T1 2021.
- La rentabilité déclarée au T2 2021 demeure inchangée relativement au dernier trimestre à 65 pb, ce qui constitue une amélioration de 15 pb par rapport au résultat de 50 pb enregistré il y a un an. Les credit unions se sont adaptées aux effets de la COVID-19 dans un contexte où les taux d'intérêt demeurent bas. Les prêts en souffrance et les pertes sur prêts se situent à un niveau plus faible que prévu, ce qui témoigne des nombreux programmes de soutien lancés par le gouvernement et de la capacité de certains secteurs de s'adapter à une économie fermée ou soumise à des restrictions.
- Nous avons mis un terme à la déclaration des reports de prêts pour le secteur en raison de niveaux faibles et de tendances favorables (0,54 % du nombre total de prêts au 31 mars 2021 contre 13,8 % au 30 juin 2020).
- Les prêts hypothécaires résidentiels en souffrance depuis plus de 30 jours (qui représentent 52,6 % de l'actif du secteur) représentaient 24 pb, pour une baisse de 9 pb par rapport au trimestre précédent et à la même période de l'an dernier. Les prêts commerciaux en souffrance (qui représentent 25,8 % de l'actif du secteur) représentaient 107 pb, pour une baisse de 14 pb par rapport au trimestre précédent et de 29 pb par rapport à la même période de l'an dernier. Nous enregistrons donc des prêts en souffrance représentant 51 pb, pour une amélioration de 16 pb par rapport à la même période de l'an dernier et de 10 pb par rapport au T1 2021.
- La croissance des actifs de 4,6 milliards de dollars représente une hausse de 6,0 % par rapport à la même période de l'exercice précédent et résulte de certaines économies réalisées en raison de la pandémie, et à des prix et à un volume élevés sur le marché immobilier : hausse de 2,7 milliards de dollars ou 6,9 % des prêts hypothécaires résidentiels (ce qui ne constitue pas un retour aux taux de croissance enregistrés avant la COVID) et hausse de 1,8 milliard de dollars ou 9,5 % des prêts commerciaux.
- Les liquidités demeurent solides à 14,9 % même si elles se situent à 40 pb sous le résultat de la même période de l'an dernier, car les dépôts et les emprunts ont affiché une croissance supérieure à celle des actifs liquides.

- La croissance des bénéfices non répartis par rapport à la même période de l'an dernier s'établit à 12,8 % et est donc supérieure à la croissance des actifs qui s'établit à 6,0 %. On continue toutefois de miser sur les parts de placement (hausse de 110 millions de dollars ou de 5,3 % en glissement annuel) pour respecter les exigences minimales en matière de capital et pour générer une croissance future (2,2 milliards de dollars ou 39,3 % du capital au T2 2021, ce qui est semblable au résultat de 41,0 % enregistré au T2 2020).

Aperçu économique

Lors de sa réunion du 14 juillet 2021, la Banque du Canada (BdC) a maintenu son taux cible pour le financement à un jour à 0,25 %, c'est-à-dire dans la partie inférieure de l'intervalle établi. Le taux n'a pas changé depuis le début de la pandémie en mars 2020. La BdC a poursuivi son programme d'assouplissement quantitatif, tout en annonçant qu'elle modifie son rythme d'acquisition cible qui passera à 2 milliards de dollars par semaine. Selon la BdC, cet ajustement témoigne d'une progression soutenue vers le rétablissement de l'économie et de la confiance de la BdC à l'égard des perspectives économiques au Canada.

Dans son communiqué de presse, la BdC affirme que « L'économie mondiale se remet fermement de la pandémie de COVID-19 et la vaccination continue de progresser, en particulier dans les économies avancées. Cependant, la relance reste très inégale et dépend toujours de l'évolution du virus. La récente propagation de nouveaux variants devient plus préoccupante, surtout dans les régions où les taux de vaccination demeurent bas.

La croissance du PIB mondial devrait atteindre 7 % cette année et ensuite se modérer pour avoisiner 4,5 % en 2022 et s'établir à un peu plus de 3 % en 2023. Cette prévision est légèrement plus élevée que celle présentée dans le Rapport sur la politique monétaire (RPM) publié en avril par la Banque, et reflète essentiellement les perspectives plus favorables de l'économie américaine. Les conditions financières mondiales restent très accommodantes. La demande en hausse soutient les cours plus élevés du pétrole, alors que les prix des produits de base non énergétiques demeurent à un haut niveau. Le taux de change Canada–États-Unis a peu varié depuis avril.

Au Canada, la troisième vague de la pandémie a freiné la croissance au deuxième trimestre. Toutefois, la diminution du nombre de cas, les progrès de la vaccination et l'assouplissement des restrictions laissent entrevoir un fort redressement durant la seconde moitié de l'année. La Banque s'attend maintenant à une croissance du PIB d'environ 6 % en 2021 – un rythme un peu plus lent que prévu en avril –, mais elle a revu à la hausse sa projection pour 2022, qui atteint 4,5 %, et anticipe une croissance de 3,25 % en 2023.

La consommation devrait être le moteur de la reprise, à mesure que les ménages se remettent à consommer plus normalement. Nous prévoyons par contre un léger recul de l'activité sur les marchés du logement par rapport aux sommets historiques atteints. La demande internationale plus forte devrait soutenir une solide reprise des exportations. La hausse de la demande intérieure et étrangère, ainsi que l'amélioration de la confiance, stimuleront les investissements des entreprises. L'emploi a une fois de plus commencé à rebondir et nous nous attendons à ce que les segments du marché du travail les plus durement touchés enregistrent de forts gains au fil de la réouverture de l'économie. Cependant, le rythme de la reprise variera d'un secteur et d'une personne à l'autre, et l'embauche des travailleurs qualifiés pour occuper les emplois disponibles pourrait prendre un certain temps. En raison des séquelles des confinements et des changements structurels en cours au sein de l'économie, les estimations de la production potentielle et du moment où l'écart de production se résorbera sont particulièrement incertaines.

En mai, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) était de 3,6 %, alimentée par des facteurs temporaires, dont les effets de glissement annuel, les prix plus élevés de l'essence ainsi que les goulots d'étranglement liés à la pandémie observés durant la réouverture des économies. Les mesures de l'inflation fondamentale ont aussi augmenté, mais moins que l'IPC. La demande pour certains services à forte proximité rebondit plus vite que l'offre, ce qui fait augmenter les prix, dont le niveau était bas. Les contraintes transitoires d'offre pour l'expédition et les perturbations de la chaîne de valeur des semi-conducteurs font également monter les prix des automobiles et d'autres biens. Compte tenu des prix élevés de l'essence et des goulots d'étranglement qui persistent du côté de l'offre, l'inflation va probablement rester au-dessus de 3 % tout au long de la seconde moitié de l'année et revenir vers 2 % en 2022, à mesure que les déséquilibres à court terme diminuent et que l'importante marge globale de capacités excédentaires dans l'économie tire l'inflation vers le bas. Les facteurs qui font grimper l'inflation sont passagers, mais leur persistance ainsi que leur ampleur sont incertaines et seront suivies de près.

Le Conseil de direction juge qu'une marge de capacités excédentaires considérable subsiste dans l'économie canadienne et que la reprise doit continuer d'être appuyée par des mesures de politique monétaire exceptionnelles. Nous restons engagés à maintenir le taux directeur à sa valeur plancher jusqu'à ce que ces capacités excédentaires se résorbent, de sorte que la cible d'inflation de 2 % soit atteinte de manière durable. Selon la projection de juillet de la Banque, cela se produirait au cours de la seconde moitié de 2022. La Banque poursuit son programme d'assouplissement quantitatif afin de renforcer cet engagement et de garder les taux d'intérêt bas sur toute la courbe de rendement. Les décisions au sujet de tout autre ajustement du rythme des achats nets d'obligations seront guidées par l'évaluation en continu que fait le Conseil de direction de la robustesse et de la durabilité de la reprise. Nous continuerons de procurer le niveau de détente monétaire nécessaire pour soutenir la reprise et atteindre l'objectif d'inflation.

Le 11 juin 2021, Statistique Canada a déclaré que les dettes des ménages représentaient 172,3 % du revenu disponible pour le premier trimestre de 2021. Cela représente une légère baisse par rapport au résultat de 174 % (résultat revu) déclaré pour le quatrième trimestre de 2020. L'organisme a ajouté que les ménages ont réussi à ajouter plus de deux billions de dollars à leur patrimoine depuis le début de 2020, soutenus par une solide reprise des marchés financiers et par la surchauffe immobilière. Statistique Canada a également précisé que les habitudes prises durant la pandémie en matière de dépenses et d'épargne pourraient commencer à se normaliser, et qu'on peut prévoir le début de la fin des paiements de soutien versés par les gouvernements, ce qui réduira le revenu disponible de certaines personnes.

Marchés du logement

Le Toronto Region Real Estate Board (TREB) déclare 9390 ventes de maisons en juillet 2021, pour une baisse de 1643 ventes (4,9 %) par rapport à juillet 2020. Le prix moyen des maisons est passé à 1,1 million de dollars (une hausse de 12,6 %), contre 944 000 \$ lors de la même période de l'année dernière. Après une normalisation selon les variations saisonnières, le prix moyen pour juillet était en hausse de 0,9 % par rapport à juin 2021. On a enregistré 12 551 nouvelles inscriptions en juillet, ce qui représente une chute de 5568 inscriptions ou 30,7 % par rapport au résultat de juillet 2020.

Le TREB a formulé l'analyse suivante : « Le taux annuel de croissance des prix a reculé depuis le début du printemps, tout en demeurant dans les deux chiffres. Cela signifie que de nombreux ménages font toujours face à une féroce concurrence pour conclure une affaire. La forte pression à la hausse qui s'exerce sur les prix des maisons se maintiendra en l'absence d'une hausse de l'offre, surtout si nous constatons une reprise de la croissance de la population alors que nous nous dirigeons vers 2022 ».

Regroupement au sein du secteur

Deux credit unions se sont fusionnées au T2 2021, si bien que le nombre d'institutions est passé de 66 à 61 depuis le T2 2020. L'actif moyen par institution a grimpé à 1,3 milliard de dollars (pour une hausse de 148 millions de dollars ou de 12,8 %) par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui est attribuable à la croissance interne et aux fusions et regroupements.

Rentabilité

Comparaison entre le T2 2021 et le T2 2020

Comme l'indiquent les tableaux 2 et 3, le rendement de l'actif moyen du secteur est passé de 15 pb à 65 pb, une hausse de 50 pb par rapport au trimestre précédent qui démontrait les effets initiaux de la pandémie. Au T2 20-21, la baisse des intérêts débiteurs sur les dépôts, qui ont chuté de 41 pb pour atteindre 89 pb, la hausse des revenus de placement (qui ont grimpé de 17 pb pour atteindre 32 pb et qui tiennent compte des effets de la RLO dont on traite dans les observations de l'ARSF à la page 7), les frais autres que ceux d'intérêts réduits (de 5 pb pour atteindre 1,57 %) et la baisse de 24 pb des coûts des prêts ont plus que compensé la baisse des intérêts sur les prêts (de 31 pb pour atteindre 2,80 %) et la hausse des impôts (de 11 pb pour atteindre 13 pb).

Au sein du secteur, 3 institutions sur 61 ont affiché un rendement négatif sur les actifs. L'ARSF surveille étroitement les credit unions qui ne sont pas rentables, détermine les principales difficultés auxquelles elles font face et collabore avec elles afin d'élaborer des stratégies visant à rétablir la rentabilité.

Comparaison entre le secteur de l'Ontario et le secteur du Canada pour le T1 2021*

La rentabilité du secteur de l'Ontario s'est établie à 65 pb, c'est-à-dire 16 pb de plus que celle du secteur du Canada qui enregistré 49 pb.

Capital

Comparaison entre le T2 2021 et le T2 2020

Le capital du secteur a connu une hausse de 499 millions de dollars ou de 9,9 % par rapport à la même période de l'année précédente pour s'établir à 5,5 milliards de dollars. En voici les éléments constitutifs :

- Bénéfices non répartis de 3,3 milliards de dollars, pour une hausse de 379 millions de dollars ou de 12,8 %
- Placements et parts de ristourne de 2,2 milliards de dollars, pour une hausse de 110 millions de dollars ou de 5,3 %
- Parts sociales de 63 millions de dollars, pour une baisse de 1 million de dollars ou de 1,7 %

En pourcentage des actifs pondérés en fonction du risque, le capital du secteur s'établit à 13,64 %, pour une baisse de 13 pb par rapport à la même période de l'année précédente qui s'explique par le fait que la croissance des actifs pondérés était supérieure à celle du capital. Le levier a augmenté de 25 pb par rapport à la même période de l'année précédente pour s'établir à 6,92 %.

*Selon le rapport le plus récent de l'Association canadienne des coopératives financières qui comprend le secteur de l'Ontario

Comparaison entre le T2 2021 et le T1 2021

Le capital du secteur a grimpé de 154 millions de dollars ou de 2,9 % contre 5,4 milliards de dollars au trimestre précédent en raison d'une hausse de 144 millions de dollars ou de 4,5 % des bénéfices non répartis (contre 3,2 millions de dollars), d'une hausse de l'émission de parts de placement d'une valeur de 3 millions de dollars (ou de 0,2 % contre 2,2 milliards) et à une réduction des parts sociales de 1 million de dollars (ou de 0,9 % contre 64 millions de dollars).

Le capital du secteur en pourcentage des actifs pondérés en fonction du risque a diminué de 19 pb par rapport au résultat de 13,83 % enregistré au trimestre précédent. Le levier a augmenté de 3 pb (contre 6,89 % au trimestre précédent).

Liquidités (y compris la titrisation)

Comparaison entre le T2 2021 et le T2 2020

Comme l'indiquent les tableaux 7 et 8, les dépôts du secteur ont augmenté de 4,5 milliards de dollars (ou de 7,5 %) pour atteindre 64,4 milliards de dollars, la titrisation a connu une baisse de 0,8 milliard de dollars (ou de 8,5 %) pour atteindre 8,4 milliards de dollars et les emprunts ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (ou de 46,5 %) pour atteindre 74,0 milliards de dollars par rapport à la même période de l'année dernière. Les actifs liquides ont affiché une baisse de 1,1 milliard de dollars (ou de 10,2 %) pour atteindre 11,0 milliards de dollars, ce qui a entraîné une réduction de la liquidité de 40 pb qui s'est établie à 14,9 % par rapport au résultat de 15,3 % enregistré au T2 2020.

Au T2 2021, 23 institutions (21 credit unions et 2 caisses populaires) ayant un actif total de 73,1 milliards de dollars (90,5 % des actifs du secteur) participaient à des programmes de titrisation.

Comparaison entre le T2 2021 et le T1 2021

Les dépôts du secteur ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (ou de 2,3 %) par rapport au résultat de 62,9 milliards de dollars enregistré au T1 2021, la titrisation a connu une baisse de 675 millions de dollars (ou de 7,5 %) par rapport au résultat de 9,0 milliards de dollars enregistré au T1 2021 et les emprunts ont augmenté de 716 millions de dollars (ou de 144 %) par rapport au résultat de 497 millions de dollars enregistré au trimestre précédent, ce qui représente une hausse de 1,5 milliard de dollars (ou de 2,1 %) par rapport au résultat de 72,5 milliards de dollars enregistré au T1 2021. Cependant, les actifs liquides se sont contractés de 1,1 milliard de dollars (ou de 9,0 %) par rapport au résultat de 12,1 milliards de dollars enregistré au T1 2021, ce qui a réduit la liquidité de 180 pb par rapport au résultat de 16,7 % enregistré au T1 2021.

Coefficient de rendement (avant dividendes et remises d'intérêt)

Comparaison entre le T2 2021 et le T2 2020

Comme l'indique le tableau 3, le coefficient de rendement du secteur est passé à 65,5 %, cette amélioration représentant une baisse de 22,5 % par rapport au résultat de 88,0 % enregistré au T2 2020.

Comparaison entre le T2 2021 et le T1 2021

Par rapport au rendement de 65,9 % enregistré au trimestre précédent, le rendement du secteur s'est amélioré de 40 pb.

Comparaison entre le secteur de l'Ontario et le secteur du Canada pour le T1 2021

Les frais autres que d'intérêt en pourcentage de l'actif moyen pour le secteur de l'Ontario se sont établis à 1,56 %, soit 19 pb de mieux que le secteur du Canada (1,75 %). Le coefficient de rendement du secteur de l'Ontario (65,9 %) est supérieur de 410 pb à celui du secteur du Canada (70,5 %), une importante amélioration relativement au T1 2020, quand l'Ontario affichait, avec ses 88,5 %, un écart de 14,3 % par rapport au Canada qui avait enregistré 74,2 %.

Qualité du crédit (prêts en souffrance depuis plus de 30 jours)

Comparaison entre le T2 2021 et le T2 2020

Comme l'indique le tableau 5, le pourcentage total des prêts en souffrance a chuté de 16 pb, passant de 67 pb à 51 pb depuis le trimestre précédent. Les prêts hypothécaires résidentiels en souffrance ont affiché un recul de 9 pb, passant de 33 pb à 24 pb, alors que les prêts commerciaux en souffrance ont chuté de 29 pb, passant de 136 pb à 107 pb.

Comparaison entre le T2 2021 et le T1 2021

Par rapport au trimestre précédent, le pourcentage total des prêts en souffrance a chuté de 10 pb pour atteindre 51 pb, ce qui témoigne d'une réduction de 9 pb des prêts hypothécaires résidentiels en souffrance pour atteindre 24 pb et des prêts commerciaux en souffrance qui sont passés de 121 pb à 107 pb.

Croissance

Comparaison entre le T2 2021 et le T2 2020

Par rapport à la même période de l'an dernier, l'actif total du secteur a connu une hausse de 4,6 milliards de dollars ou de 6,0 % pour atteindre 80,7 milliards de dollars. Cette augmentation est imputable à une hausse de 2,7 milliards de dollars ou de 6,9 % des prêts hypothécaires résidentiels qui ont atteint 42,4 milliards de dollars, à une hausse des prêts commerciaux (de 1,8 milliard de dollars ou de 9,5 %) qui ont atteint 20,8 milliards de dollars et à une hausse des liquidités et des placements (de 142 millions de dollars ou de 1,2 %) qui s'établissent à 11,7 milliards de dollars.

Comparaison entre le T2 2021 et le T1 2021

L'actif total du secteur a connu une hausse de 1,6 milliard de dollars ou de 2,0 % par rapport au résultat de 79,1 milliards de dollars enregistré au trimestre précédent, ce qui s'explique par une hausse des prêts hypothécaires résidentiels de 1,9 milliard de dollars ou de 4,7 % par rapport au résultat de 40,5 milliards de dollars enregistré au T1 2021 et par une hausse de 924 millions de dollars ou de 4,6 % des prêts commerciaux par rapport au résultat de 19,9 milliards de dollars enregistré au

trimestre précédent, ces deux hausses s'opposant à un recul des liquidités et placements de 1,3 milliard de dollars ou de 10,0 % par rapport au résultat de 13,0 milliards de dollars enregistré au T1 2021.

Comparaison entre le secteur de l'Ontario et le secteur du Canada pour le T1 2021

La croissance de l'actif total du secteur de l'Ontario (9,9 %) a surpassé celle du secteur du Canada (7,7 %), ce qui témoigne de hausses de 4,3 % pour les prêts hypothécaires résidentiels (contre 1,9 %), de 6,1 % pour les prêts commerciaux (contre 3,5 %) et de 1,1 % pour les prêts agricoles (contre 3,2 %).

États des revenus du secteur

	Secteur de l'Ontario			Secteur du Canada ¹
	2T-2021	1T-2021	2T-2020	1T-2021
Pourcentage de l'actif moyen (sauf indication contraire)				
Revenu d'intérêts et de placements				
Revenu d'intérêt sur les prêts	2.80%	2.81%	3.11%	2.79%
Revenu de placement	0.32%	0.40%	0.15%	0.22%
Total du revenu d'intérêts et de placements	3.12%	3.21%	3.26%	3.01%
Intérêts débiteurs et frais de dividendes				
Intérêts débiteurs sur les dépôts	0.89%	0.94%	1.30%	0.89%
Remises d'intérêt/dividendes sur le capital social	0.05%	0.04%	0.04%	
Dividendes sur placement/autres capitaux	0.01%	0.01%	0.01%	
Autres intérêts débiteurs	0.26%	0.27%	0.30%	0.15%
Total	0.33%	0.34%	0.37%	0.15%
Total des intérêts débiteurs et des frais de dividendes	1.22%	1.27%	1.67%	1.04%
Revenu net d'intérêt et produit net tiré des placements	1.90%	1.94%	1.58%	1.97%
Frais relatifs aux prêts	-0.01%	0.03%	0.23%	0.03%
Revenu net d'intérêt et produit net tirés des placements après coûts liés aux prêts	1.91%	1.90%	1.35%	1.94%
Autres revenus (autres que d'intérêt)	0.43%	0.41%	0.44%	0.52%
Intérêts nets, placements et autres revenus	2.34%	2.32%	1.79%	2.46%
Frais autres que d'intérêt				
Salaires et avantages sociaux	0.90%	0.89%	0.91%	
Occupation	0.14%	0.14%	0.16%	
Équipement informatique, de bureau et autres	0.18%	0.18%	0.17%	
Publicité et communications	0.07%	0.06%	0.08%	
Sécurité des sociétaires	0.08%	0.08%	0.08%	
Administration	0.13%	0.13%	0.15%	
Autres	0.08%	0.07%	0.08%	
Total des frais autres que d'intérêt	1.57%	1.56%	1.62%	1.75%
Bénéfice net/(perte nette) avant impôts	0.78%	0.76%	0.17%	0.70%
Impôts	0.13%	0.12%	0.02%	0.13%
Bénéfice net/(perte nette)	0.65%	0.65%	0.15%	0.49%
Actif moyen (en milliards de dollars)	\$80	\$79	\$73	\$284

¹Sommaire des résultats selon l'Association canadienne des coopératives financières qui comprend le secteur de l'Ontario

* Les totaux étant arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur

En millions de dollars

	Secteur		
	2Q-2021	1Q-2021	2Q-2020
Actifs			
Encaisse et placements	11,720	13,018	11,578
Prêts personnels	2,025	1,998	2,172
Prêts hypothécaires résidentiels	42,424	40,536	39,704
Prêts commerciaux	20,811	19,887	19,014
Prêts institutionnels	88	83	106
Prêts aux associations sans personnalité morale	45	75	99
Prêts agricoles	2,422	2,299	2,265
Total des prêts	67,816	64,879	63,360
Total des provisions pour prêts	255	268	235
Immobilisations	659	665	706
Actif incorporel et autres éléments d'actif	784	810	723
Total de l'actif	80,724	79,105	76,133
Passif			
Dépôts à vue	28,573	27,173	23,592
Dépôts à terme	22,120	22,031	22,837
Dépôts enregistrés	13,718	13,742	13,481
Autres dépôts	0	0	0
Total des dépôts	64,411	62,946	59,911
Emprunts	1,213	497	828
Titrisations	8,371	9,046	9,151
Autres éléments du passif	1,186	1,227	1,199
Total du passif	75,181	73,716	71,089
Avoir des sociétaires et capital			
Parts sociales d'adhésion	63	64	64
Bénéfices non répartis	3,336	3,192	2,957
Autres capitaux de catégories 1 et 2	2,176	2,173	2,066
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(33)	(39)	(43)
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	5,543	5,389	5,044
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	80,724	79,105	76,133

* Les totaux étant arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur

	Secteur		
	2T-2021 \$millions	% augmentation/(diminution) par rapport à	
		1T-2021	2T-2020
Actifs			
Encaisse et placements	11,720	-10.0%	1.2%
Prêts personnels	2,025	1.4%	-6.8%
Prêts hypothécaires résidentiels	42,424	4.7%	6.9%
Prêts commerciaux	20,811	4.6%	9.5%
Prêts institutionnels	88	6.1%	-16.1%
Prêts aux associations sans personnalité morale	45	-40.3%	-54.7%
Prêts agricoles	2,422	5.3%	6.9%
Total des prêts	67,816	4.5%	7.0%
Total des provisions pour prêts	255	-4.7%	8.6%
Immobilisations	659	-0.9%	-6.7%
Actif incorporel et autres éléments d'actif	784	-3.2%	8.5%
Total de l'actif	80,724	2.0%	6.0%
Passif			
Dépôts à vue	28,573	5.2%	21.1%
Dépôts à terme	22,120	0.4%	-3.1%
Dépôts enregistrés	13,718	-0.2%	1.8%
Autres dépôts	0	0.0%	0.0%
Total des dépôts	64,411	2.3%	7.5%
Emprunts	1,213	144.0%	46.5%
Titrisations	8,371	-7.5%	-8.5%
Autres éléments du passif	1,186	-3.3%	-1.1%
Total du passif	75,181	2.0%	5.8%
Avoir des sociétaires et capital			
Parts sociales d'adhésion	63	-0.9%	-1.7%
Bénéfices non répartis	3,336	4.5%	12.8%
Autres capital de catégories 1 et 2	2,176	0.2%	5.3%
Cumul des autres éléments du résultat global	(33)	-16.3%	-23.5%
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	5,543	2.9%	9.9%
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	80,724	2.0%	6.0%

* Les totaux étant arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur

En pourcentage de l'actif total	Secteur			Secteur canadien ¹
	2T-2021	1T-2021	2T-2020	1T-2021
Actifs				
Encaisse et placements	14.5%	16.5%	15.2%	19.1%
Prêts personnels	2.5%	2.5%	2.9%	3.6%
Prêts hypothécaires résidentiels	52.6%	51.2%	52.2%	47.1%
Prêts commerciaux	25.8%	25.1%	25.0%	23.7%
Prêts institutionnels	0.1%	0.1%	0.1%	1.0%
Prêts aux associations sans personnalité morale	0.1%	0.1%	0.1%	0.0%
Prêts agricoles	3.0%	2.9%	3.0%	3.6%
Total des prêts	84.0%	82.0%	83.2%	98.1%
Total des provisions pour prêts	0.3%	0.3%	0.3%	-0.3%
Immobilisations	0.8%	0.8%	0.9%	1.0%
Actif incorporel et autres éléments d'actif	1.0%	1.0%	0.9%	1.2%
Total de l'actif	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
Passif				
Dépôts à vue	35.4%	34.4%	31.0%	41.4%
Dépôts à terme	27.4%	27.9%	30.0%	28.6%
Dépôts enregistrés	17.0%	17.4%	17.7%	15.0%
Autres dépôts	0.0%	0.0%	0.0%	0.2%
Total des dépôts	79.8%	79.6%	78.7%	85.2%
Emprunts	1.5%	0.6%	1.1%	5.5%
Titrisations	10.4%	11.4%	12.0%	0.0%
Autres éléments du passif	1.5%	1.6%	1.6%	2.4%
Total du passif	93.1%	93.2%	93.4%	93.0%
Avoir des sociétaires et capital				
Parts sociales d'adhésion	0.1%	0.1%	0.1%	0.5%
Bénéfices non répartis	4.1%	4.0%	3.9%	5.4%
Autres capitaux de catégories 1 et 2	2.7%	2.7%	2.7%	1.1%
Cumul des autres éléments du résultat étendu	0.0%	0.0%	-0.1%	0.0%
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	6.9%	6.8%	6.6%	7.0%
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

¹Rapport de l'Association canadienne des coopératives financières qui comprend le secteur de l'Ontario. * Les totaux étant arrondis, ils pourraient ne pas concorder.